

Cuba : cible obsessionnelle de l'administration Bush

Le cruel état de siège que les Etats-Unis impose à Cuba depuis 1959 se durcit de plus en plus. L'objectif de renverser le gouvernement de La Havane par n'importe quel moyen est désormais publiquement avoué et les souffrances occasionnées à la population ne revêtent qu'un caractère secondaire pour la Maison-Blanche. Le bouleversement du panorama politique latino-américain, avec la consolidation du prestige du président vénézuélien Hugo Chávez et la spectaculaire victoire de M. Evo Morales, nouveau président de la Bolivie, n'a fait que renforcer la volonté étasunienne de mettre un terme au « mauvais exemple » cubain, synonyme d'espoir pour les peuples latino-américains ravagés par des décennies de politique ultralibérale¹.

Le 19 décembre 2005, la secrétaire d'Etat étasunienne, Mme Condoleeza Rice, s'est réunie avec la Commission de soutien à une Cuba libre, afin d'accroître les sanctions économiques contre Cuba. Etablie en 2003 par le président George Bush, la Commission avait rendu un premier rapport en mai 2004 qui instaurait de nouvelles mesures coercitives contre l'Île, entre autres, l'interdiction aux Cubains résidant aux Etats-Unis de rendre visite à leurs parents plus de 14 jours tous les 3 ans². Non satisfaite des terribles conséquences humaines engendrées par cet étranglement économique inédit, Mme Rice a prévu d'autres mesures agressives pour mai 2006³.

L'une des principales politiques de déstabilisation élaborées par Washington consiste à fomentier la subversion interne, en organisant et en finançant certains individus peu scrupuleux attirés par les émoluments offerts. L'actuel budget destiné à la fabrication d'une opposition interne s'élève à plus de 50 millions de dollars⁴. Le nouveau chef de la Section d'intérêts nord-américains (SINA), M. Michael Parmly, qui a remplacé M. James Cason le 15 septembre 2005, s'est immédiatement attelé à la tâche en se réunissant avec les très médiatisés membres de la « dissidence » cubaine⁵.

La nomination de M. Parmly n'est pas anodine et en dit long sur les objectifs de Washington. Auparavant, ce diplomate était en poste en Afghanistan pendant près de trois années et a acquis une certaine expérience des sociétés dévastées par la guerre⁶. « *Je viens d'un certain nombre de sociétés post-confliktuelles engagées dans de longues périodes de difficultés* », a-t-il souligné, sous-entendant que son expérience pouvait servir dans le cas de Cuba⁷.

Le 15 décembre 2005, M. Parmly a convoqué les « dissidents » dans sa résidence personnelle à La Havane. Il s'est empressé de féliciter les invités pour leur labeur en faveur du « *changement démocratique* ». « *L'Amérique n'imposera pas son propre style de gouvernement a dit le président Bush. Notre objectif est plutôt d'aider les autres à trouver leur propre voix, à atteindre leur propre liberté et à construire leur propre chemin* », a-t-il affirmé de la manière la plus sérieuse du monde, ignorant le temps d'un discours l'impitoyable agression politique et économique menée contre la petite Île des Caraïbes. Sous les yeux attentifs des Dames en blanc, de M. Oswaldo Payá, M. Valdimiro Roca et Mme Marta Beatriz Roque, il a décrété que « *le gouvernement cubain ne représente pas son peuple et n'a aucun intérêt à améliorer leurs [conditions de] vie* ». Evidemment, Washington n'a pour principale préoccupation que le bien-être des Cubains comme le montre clairement la férocité de leurs mesures, car les sanctions économiques sont destinées à « *rétablir la démocratie* » et non pas affamer la population⁸.

Mme Marta Beatriz Roque, présidente de l'Assemblée pour la promotion de la société civile, a dévoilé le fonctionnement du commerce de la « dissidence », lors d'une conversation téléphonique enregistrée à son insu. Faisant référence à certaines personnes qui avaient refusé de participer au « Congrès de la dissidence » qu'elle avait organisé en mai 2005 avec le soutien public des Etats-Unis, elle a déclaré que *« personne de Pinar el Río [province à l'Ouest de La Havane] n'ira à Miami. Les Américains ont affirmé qu'ils ne donneront pas un seul visa »*. Ainsi, pour enrôler de nouveaux collaborateurs, la SINA, en plus d'une substantielle incitation financière, promet un visa pour ceux qui sauraient se montrer dociles et obéissants⁹.

La conversation téléphonique enregistrée par les services de renseignements cubains a également montré le véritable visage de Mme Beatriz Roque. *« Si cela coûte au gouvernement cubain une invasion par les yankees, peu m'importe »*, a-t-elle affirmé à son interlocuteur. Avec de tels propos, il est aisé de comprendre les raisons pour lesquelles Mme Beatriz Roque ne suscite pas l'engouement auprès de la population cubaine¹⁰.

La presse internationale, qui n'ignore rien de cette réalité et des manigances orchestrées par les Etats-Unis, s'aligne de façon très disciplinée sur le point de vue de Washington. Ainsi, elle fait mine de s'offusquer de la réaction hostile des habitants aux manifestations des groupes de « dissidents », sagement organisées par la SINA, et dénonce le rejet populaire dont sont sujets les « militants pacifiques de l'opposition ». Elle omet évidemment de mentionner qu'ils font partie d'une stratégie destinée à déstabiliser le pays. Sans doute Mme Beatriz Roque s'attendait-elle à être accueillie avec des bouquets de fleurs après que ses déclarations aient été transmises à la télévision cubaine. Quant à M. Parmly, il a qualifié les Cubains qui soutiennent leur gouvernement d'être *« une version moderne des chemises brunes nazies ou du Ku Klux Klan »*¹¹.

La complicité de l'Union européenne avec la politique hostile des Etats-Unis a été confirmée avec l'octroi du prix Sakharov aux *« Dames en blanc »*¹², et par les déclarations du nouveau représentant nord-américain à La Havane. En effet, M. Parmly a félicité les parlementaires européens qui *« ont vraiment montré du courage et de la perspicacité en choisissant les Dames en blanc »*. Il a également ajouté que les divergences avec l'Europe à propos des sanctions économiques ne revêtaient qu'un caractère *« tactique »*, étant donné que Washington et Bruxelles sont sur la même ligne quant à *« la direction que doit prendre Cuba »*¹³.

Parfois, M. Parmly pousse la sincérité jusqu'à exprimer ses impressions réelles sur la population cubaine : *« J'effectue de longues marches et me rends dans les lieux fréquentés par les Cubains [...]. Je m'arrête auprès de kiosques à journaux, restaurants et me promène sur la plage où je parle aux pêcheurs, aux jeunes [...]. J'ai été extrêmement surpris par l'étendue de la créativité et de la spontanéité du peuple cubain. Si vous parlez aux gens, ils vous répondent. Je ne parle pas uniquement aux artistes, aux musiciens ou aux [militants] indépendants. La mentalité cubaine est très vivante »*¹⁴.

Il en arrive même à confesser qu'il a été surpris par le soutien du peuple envers son gouvernement : *« Il y a un certain nombre de personnes qui croient au système. Pour vous donner un exemple, j'ai rencontré une personne qui a exprimé son scepticisme vis-à-vis ... des dissidents, car ils menacent les acquis de la Révolution. Elle m'a dit que tout ce qu'elle était et que tout ce qu'elle avait accompli est le produit de la Révolution [...]. J'ai été très intrigué par ces conversations »*¹⁵.

Le panorama de la société cubaine présenté par le propre représentant des Etats-Unis à La Havane est totalement différent de l'image d'un monde sclérosé promue, en vertu d'impératifs idéologiques, par les transnationales de l'information. Les réactions du chef de la SINA ne sont pas surprenantes car elles illustrent simplement l'étroitesse idéologique de la Maison-Blanche, incapable d'accepter l'indépendance de Cuba. Mais il est vrai qu'il est politiquement pénible d'admettre que les Cubains soutiennent toujours leur gouvernement malgré tous les moyens utilisés pour le renverser, y compris le terrorisme.

A cet égard, le cas de M. Luis Posada Carriles, criminel convaincu responsable de nombreux attentats contre des civils, continue de gêner profondément l'administration Bush. Arrêté pour être entré illégalement sur le territoire étasunien, le gouvernement nord-américain refuse de l'extrader vers le Venezuela qui le réclame, et exclut de le juger pour son passé terroriste. La raison est simple car M. Posada Carriles, qui a longtemps travaillé pour la CIA, a clairement menacé de révéler des secrets d'Etat au cas où il serait mis en examen¹⁶.

Cependant, la loi étasunienne interdit la détention indéfinie des étrangers en situation irrégulière, dont l'extradition n'a pu se faire durant un délai de 90 jours. En résidence surveillée depuis le 17 mai 2005, M. Posada Carriles pourrait être remis en liberté à partir du 24 janvier 2006, date où son statut sera réexaminé par les services d'immigration¹⁷. M. José Pertierra, représentant légal du gouvernement vénézuélien dans cette affaire a exprimé sa stupeur :

« Cela signifie, ni plus ni moins, que dans quelques semaines Posada Carriles – auteur de l'explosion d'un avion civil avec 73 personnes à bord, en 1976 – pourrait être libéré par le gouvernement fédéral [...]. Cependant, cette loi ne protège pas les terroristes [...]. Il n'est nul besoin d'enquêter longuement pour conclure que Luis Posada Carriles est un terroriste. Il suffit de lire son livre, Los Caminos del Guerrero, dans lequel il raconte avec fierté certaines des actions terroristes qu'il a organisées. Il suffit également d'examiner les câbles d'intelligence de la CIA que font état de ses déclarations, quelques jours avant l'explosion de l'avion, [où il affirmait] qu'il allait faire exploser un avion de passagers cubains. Il suffit de lire l'interview qu'il a accordée au New York Times en 1998, dans laquelle il admet être l'auteur intellectuel des sabotages à la bombe que des mercenaires centraméricains ont organisés dans plusieurs hôtels et restaurants de La Havane en 1997 et qui ont causé la mort d'un touriste italien et fait plusieurs blessés. Il suffit de lire le rapport du Tribunal au Panama, qui l'a condamné pour la tentative d'attentat [à l'explosif] C-4 contre un amphithéâtre plein d'étudiants panaméens, durant une allocution du président cubain Fidel Castro en 2000 [...]. Il y a assez de lois aux Etats-Unis pour maintenir en détention ce terroriste. Ce qu'il manque, c'est la volonté politique du gouvernement fédéral pour faire prévaloir la justice. [Mais] dès le début, l'administration Bush a voulu protéger et ne pas mettre en examen ce terroriste¹⁸ ».

L'affaire de M. Posada Carriles n'est qu'une preuve de plus du double standard que les Etats-Unis appliquent dans la « lutte contre le terrorisme ». Les médias internationaux ont également une grande responsabilité dans la culture de ce double discours sur la question du terrorisme. Les rares fois où la presse internationale a fait allusion de manière furtive à M. Posada Carriles, elle ne l'a jamais qualifié de « criminel » ou de « terroriste », mais « d'anticastriste », de « dissident » ou « d'ex-terroriste ». La possible libération du « pire

terroriste du continent américain », ainsi a-t-il été auparavant qualifié par le FBI, a été totalement occultée à l'opinion mondiale.

Par contre, dans une manœuvre de diversion, la presse du monde entier s'est épanchée, de manière incroyablement disproportionnée, sur un documentaire propagandiste présenté par le réalisateur allemand Wilfried Huisman qui prétend, une nouvelle fois, que le vrai responsable de la mort John F. Kennedy n'est autre que M. Fidel Castro¹⁹. La frénésie médiatique a atteint un tel degré que le propre vice-ministre des Affaires étrangères de la République allemande, M. Helmut Schaefer, a qualifié le travail de M. Huisman de fantaisiste : ce documentaire « *est dénué de toute logique politique [et] complètement improbable* », a-t-il déclaré, ajoutant qu'un « *réaliste comme Castro ne courrait jamais le risque absurde de déclencher un conflit militaire avec les Etats-Unis*²⁰ ».

La préoccupation de Washington s'explique par l'influence et le prestige dégagés par Cuba à travers l'hémisphère américain, surtout auprès de certains dirigeants tels que MM. Hugo Chávez et Evo Morales. Cuba a été la première escale du nouveau président bolivien, lequel n'a pas caché son admiration pour le modèle économique et social de l'Île : « *La lutte du peuple cubain, surtout celle du Che, n'a pas été vaine. Elle a laissé la semence et maintenant les fruits sont visibles, pas seulement en Bolivie, mais dans toute l'Amérique latine* », a-t-il avancé lors de sa visite²¹.

Des accords de coopération bilatérale en matière de d'éducation, de santé et de sport ont été signés par les présidents cubain et bolivien. Un des accords prévoit notamment d'alphabétiser l'ensemble de la population bolivienne entre juillet 2006 et décembre 2008. Cet ambitieux projet a déjà été mis en place par les Cubains au Venezuela avec un impressionnant succès puisque l'illettrisme a été totalement éradiqué, faisant de la patrie de M. Chávez le second territoire latino-américain exempt d'analphabétisme après Cuba²².

Quant à M. Chávez, en plus de d'axer sa politique social sur les déshérités de son pays, il a également décidé d'aider les pauvres de la plus riche nations du monde suite à une demande d'un groupe de sénateurs étasuniens. Abandonnés depuis longtemps par leur propre gouvernement, le Venezuela s'est résolu de fournir du pétrole à bas prix aux citoyens étasuniens aux revenus modestes de New York et du Massachusetts, plongeant ainsi l'administration Bush dans un singulier malaise²³.

La volonté de mettre en place un autre modèle économique basé non pas sur le profit, mais sur les besoins des populations, comme ce que fait dans une certaine mesure le gouvernement cubain, a généré un immense courant d'espoir sur le continent. Mais, la Maison-Blanche, déjà discréditée au sein de l'opinion internationale par son hégémonie belliqueuse, ne peut admettre ce nouvel affront.

Parfois, l'hostilité étasunienne envers Cuba prend une tournure irrationnelle. Par exemple, le Département du Trésor a interdit la participation de l'équipe cubaine de base-ball à la prochaine coupe du monde qui aura lieu aux Etats-Unis en mars 2006. Le prétexte avancé est que la compétition permettrait à Cuba d'obtenir des gains financiers et constituerait une violation des sanctions économiques. Face à cette décision extravagante, plus de 100 parlementaires étasuniens embarrassés ont conjuré leur gouvernement de revenir sur leur décision²⁴. Quant à Cuba, elle s'est engagée à faire don de tous ses gains aux victimes de l'ouragan Katrina. Mais les autorités du Trésor sont restées inflexibles²⁵.

L'obsession des Etats-Unis envers la Révolution cubaine reflète également un certain désespoir. Malgré une invasion militaire, une menace de conflit nucléaire, une féroce campagne de terrorisme et de sabotage, une guerre bactériologique, un implacable blocus économique régulièrement accentué, une intense agression politique, diplomatique et médiatique, Washington n'a toujours pas réussi à décourager les Cubains. Pis encore, la croissance économique pour l'année 2005 a atteint 11,8%²⁶. Quant au niveau vertigineux de développement humain dont jouit Cuba, il plonge de plus en plus le Voisin du Nord dans un profond embarras. Il est à espérer que ce désespoir ne se transforme pas en folie et que le gouvernement étasunien ne tente pas quelque aventure militaire qui n'aurait pour résultat qu'un interminable conflit dont la première puissance ne sortira sûrement pas vainqueur.

Notes

- ¹ Christopher Toothaker, « Morales Aligns Himself With Castro, Chavez », *The Miami Herald*, 3 janvier 2006.
- ² Colin L. Powell, *Commission for Assistance to a Free Cuba*, (Washington : United States Department of State, mai 2004). www.state.gov/documents/organization/32334.pdf (site consulté le 7 mai 2004).
- ³ Condoleezza Rice, « Meeting of the Commission for Assistance to a Free Cuba », *United State Department of State*, 19 décembre 2005. www.state.gov/secretary/rm/2005/58283.htm (site consulté le 21 décembre 2005).
- ⁴ Colin L. Powell, *Commission for Assistance to a Free Cuba, op.cit.*, p. 22 ; Roger F. Noriega, « Assistant Secretary Noriega's Statement Before the House of Representatives Committee on International Relations », *Department of State*, 3 mars 2005. www.state.gov/p/wha/rls/rm/2005/ql/42986.htm (site consulté le 9 avril 2005).
- ⁵ Michael E. Parmly, « Speech by U.S. Interests Section Chief of Mission Michael Parmly Marking the 57th Anniversary of the UN General Assembly's Adoption and Proclamation of The Universal Declaration of Human Rights », *United States Interest Section*, 15 décembre 2005. <http://havana.usinterestsection.gov/uploads/images/H6d6TbvWetXZoCJAPwksLQ/parmy1210e.pdf> (site consulté le 29 décembre 2005).
- ⁶ *United State Department of State*, « Biography : Miachel E. Parmly », 22 septembre 2005. <http://www.state.gov/r/pa/ei/biog/53709.htm> (site consulté le 21 décembre 2005).
- ⁷ Frances Robles, « 'My Interest Is the Future », *The Miami Herald*, 25 décembre 2005.
- ⁸ Michael E. Parmly, *op.cit.*
- ⁹ Jean-Guy Allard, « Que los yanquis invadan a Cuba, me da los mismo », *Granma*, 22 décembre 2005. <http://www.granma.cu/espanol/2005/diciembre/juev22/1disidencia.html> (site consulté le 23 décembre 2005).
- ¹⁰ *Ibid.*
- ¹¹ *Parlement Européen*, « Trois lauréats pour le Prix Sakharov 2005. Femmes courage à Cuba : un groupe de femmes manifeste contre les détentions abusives », 20 octobre 2005. www.europarl.eu.int/ (site consulté le 31 octobre 2005).
- ¹² *Agence France-Presse*, « Seule une infime minorité de Cubains profiteraient de la levée de l'embargo », 20 décembre 2005.
- ¹³ *Ibid.*
- ¹⁴ Frances Robles, *op.cit.*
- ¹⁵ *Ibid.*
- ¹⁶ Oscar Corral & Alfonso Chardy, « One Mysterious Voyage Links Five », *The Miami Herald*, 31 décembre 2005.
- ¹⁷ Wilfredo Cancio Isla, « Considera EEUU conceder libertad condicional a Posada Carriles », *El Nuevo Herald*, 4 janvier 2006;
- ¹⁸ José Pertierra, « Posada Carriles a punto de irse a la calle », *Cuba Debate*, 4 janvier 2006.
- ¹⁹ Anthony Summers, « \$6,500 to Kill a President : Did Oswald Sell His Soul to Cuba? », *The Times*, 7 janvier 2006 ; *BBC News*, « JFK Assassination 'Was Cuba Plot' », 4 janvier 2006 ; José Pino Valencia, « 'Castro Ordered Kennedy's Assassination », *Deutsche Welle World*, 5 janvier 2006 ; Mark Trevelyan, « Cuba Behind JFK Killing, New Film Says », *The New Zealand Herald*, 5 janvier 2006 ; Kate Connolly, « Cuban Secret Service Plotted JFK's Death, New Film Claims », *The Sydney Morning Herald*, 5 janvier 2006 ; *Dominican Today*, « Cuba Paid Oswald to Kill Kennedy, New Film Says », 5 janvier 2006 ; *El Nuevo Herald*, « Culpan a Cuba por la muerte de Kennedy », 5 janvier 2006 ; Mark Trevelyan, « Cuba Behind JFK Killing, New Film

Says », *Reuters*, 4 janvier 2006 ; Matt Trevalyn, « Cuba Behind JFK Murder, Claims Film », *The Irish Examiner*, 6 janvier 2006 ; David Crossland, « Filmmaker Links Island to '63 Killing of Kennedy », *The Washington Times*, 6 janvier 2006 ; Hugh Williamson, « German Film Links Cuba to Kennedy Assassination », *The Financial Times*, 6 janvier 2006 ; Philippe Gélie, « L'assassinat de John F. Kennedy est de nouveau attribué à Cuba », *Le Figaro*, 7 janvier 2006 ; *L'Express*, « Lee Harvey Oswald payé par Cuba pour assassiner John F. Kennedy ? », 4 janvier 2006 ; Mark Trevelyan, « Lee Harvey Oswald payé par Cuba pour assassiner John F. Kennedy ? », *Libération*, 4 janvier 2006 ; Hugh Williamson, « Film : Cuban Secret Service Organized JFK's Murder », *The Miami Herald*, 7 janvier 2006 ; *Le Nouvel Observateur*, « Un documentaire relance la thèse du complot castriste », 4 janvier 2006.

²⁰ *La Jornada*, « No es responsable Cuba del asesinato de Kennedy: Berlín », 8 janvier 2006.

²¹ Joaquín Rivery Tur, « Suscriben Fidel y Evo Morales acuerdo de cooperación bilateral », *Granma*, 31 décembre 2005. www.granma.cu/espanol/2005/diciembre/sabado31/fidelevo.html (site consulté le 2 janvier 2006).

²² Frances Robles & Pablo Bachelet, « Cuban Policy Commission Revived to Take a Fresh Look », *The Miami Herald*, 20 décembre 2005.

²³ Justin Blum, « Chavez Pushes Petro-Diplomacy », *The Washington Post*, 22 novembre 2005, p. A22.

²⁴ Frances Robles, « Lawmakers : Let Cuba Play Ball », *The Miami Herald*, 18 décembre 2005.

²⁵ Anne-Marie Garcia, « Cuba Offers to Donate Money to Hurricane Victims as Baseball Reapplies for Permit », *The Sun-Sentinel*, 23 décembre 2005.

²⁶ Andrea Rodriguez, « Cuba Announces 11.8 Percent Economic Growth in 2005 », *The Sun-Sentinel*, 23 décembre 2005.